



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

**Direction des Libertés Publiques
et de l'Environnement**

*Bureau de la Réglementation
et de l'Environnement*

ARRÊTÉ

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

**TOUROPARC - SAS LIVET
La Maison Blanche
71 570 ROMANECHE-THORINS**

N° 2014 028 - 0002

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées, notamment la rubrique 2140 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractères fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;

VU le décret interministériel N°2004/374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs du Préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014028-0001 en date du 28 janvier 2013 autorisant la société TOUROPARC - SAS LIVET à exploiter un parc animalier pour la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;

Considérant que l'établissement détient des espèces animales non autorisées par l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que pour ces espèces présentes dans le parc et non autorisées, l'établissement ne dispose pas d'un titulaire du certificat de capacité pour la présentation au public de ces animaux ;

Considérant le délai nécessaire, relativement long, pour trouver et recruter une (ou des) personne(s) titulaire(s) du certificat de capacité pour la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques, ou présenter devant la commission nationale consultative pour la faune sauvage captive un dossier de demande d'obtention de certificat de capacité ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er :

En application de l'article L.171-8 du code l'environnement, l'établissement zoologique TOUROPARC - SAS LIVET, présentant au public de spécimens vivants de la faune sauvage locale et étrangère, est mis en demeure, dans un délai d'exécution de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 1 de son arrêté préfectoral d'autorisation, à savoir détenir uniquement des animaux des espèces listées à l'annexe 1 de son arrêté d'autorisation.

En particulier, l'établissement n'est pas autorisé à détenir des chimpanzés (*Pan troglodytes*), des orangs-outans (*Pongo pygmaeus*), des rhinocéros indiens (*Rhinoceros unicornis*), des tatous à six bandes (*Euphractus sexcinctus*), des amphibiens (dendrobates et rainettes), ces espèces n'étant pas couvertes par une personne titulaire du certificat de capacité pour la présentation au public.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'établissement TOUROPARC de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations de Saône-et-Loire, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MACON, le 28 JAN. 2014

Le PREFET,


Fabien SUDRY